

Les députés champions du numérique : les gagnants et les battus

L'élection législative, dont le second tour s'est tenu ce week-end, est marquée par un renouvellement très important de la représentation nationale. 75 % des 577 députés de la nouvelle législature n'étaient pas élus en 2012. Le constat vaut également pour les députés proches, pour une raison ou une autre, des questions du numérique. Revue de détails des nouveaux hérauts de la cause numérique, de ceux (rares) qui se sont sauvés et des nombreux battus.

Ils entrent au Palais Bourbon

Bruno Bonnell (La République en Marche, 60,3 %). L'entrepreneur réussit son pari dans la 6ème circonscription du Rhône, en écartant de façon nette l'ex-ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem. Co-fondateur d'Infogrames, Bruno Bonnell est à la tête de Robopolis, société spécialisée dans la distribution de robots personnels, et du fonds d'investissement Robolution Capital, lui aussi dédié à la robotique.

Jean-René Cazeneuve (La République en Marche, 59,3

%). Elu haut la main dans la 1^{ère} circonscription du Gers, le directeur général adjoint en charge du commercial de Bouygues Télécom sera un des principaux spécialistes des télécoms dans les travées du Palais Bourbon. Cet ancien de Compaq, Cisco et Apple a rejoint l'opérateur en 2004. Notons que Bouygues Télécom apparaît comme une véritable pépinière pour En Marche, un autre directeur général adjoint du groupe, Didier Casas, ayant été le conseiller spécial du candidat Macron pendant la campagne présidentielle. [Selon L'Opinion](#), il a réintégré les rangs de l'opérateur en mai.



Stéphanie Do (La République en Marche, 56,3 %). Éluée dans la 10^{ème} circonscription de Seine-et-Marne, Stéphanie Do connaît bien les rouages de l'informatique de l'État. Cette diplômée d'un master II en gestion publique de l'ENA est passée par des cabinets de conseil et d'audit (Capgemini, Sopra, Mazars) avant de débarquer au ministère de l'Economie et des Finances comme chef de projet.

Mounir Mahjoubi (La République en Marche, 51,2 %).

Le tout jeune secrétaire d'État au Numérique du gouvernement d'Edouard Philippe réussit – de justesse – son pari, en s'emparant du fief d'un cador socialiste, Jean-Christophe Cambadélis. Au second tour, l'ex-responsable de la campagne numérique du candidat



Macron écarte la candidate de la France insoumise et peut désormais envisager sereinement son avenir au sein du gouvernement. Le plus jeune membre du gouvernement avait été nommé à la tête du Conseil national du numérique en 2016, avant de démissionner en janvier 2017 pour rejoindre En Marche.

Sylvain Maillard (La République en Marche, élu au premier tour).

Ayant réuni sur son nom 50,8 % des voix dès le premier tour dans la 1^{ère} circonscription de Paris, Sylvain Maillard entre à l'Assemblée. Cet entrepreneur a créé en 2001 une société d'import-export de composants électroniques basée à Argenteuil, Atlantys Technology. Le néo-député a indiqué ne pas souhaiter lâcher totalement les rênes de son entreprise, prévoyant d'y consacrer une journée par semaine.

Cédric Villani (La République en Marche, 69,4 %).

Le mathématicien, médaille Fields en 2010, apportera, par son profil atypique, une voix nouvelle à l'Assemblée. Elu dans un fauteuil dans la 5^{ème} circonscription de l'Essonne, le directeur de l'institut Henri Poincaré de l'Université Pierre et Marie Curie, spécialiste de statistiques, aime se frotter aux sujets du Big Data et de l'intelligence artificielle.



Elle sauve son siège

Laure de La Raudière (Les Républicains, 56,1 %). La députée LR, qui s'est signalée sur de nombreux dossiers liés au numérique (simplification administrative, loi sur le renseignement...) conserve son fief dans l'Eure-et-Loir. Cette proche de Bruno Lemaire, l'actuel ministre de l'Economie qu'elle avait soutenu lors des primaires de la droite et du centre, avait récemment signé un [rapport sur les opportunités économiques de l'IoT](#), avec sa compère Corinne Erhel. Rappelons que cette dernière, députée PS qui avait rejoint En Marche, est décédée brutalement pendant la campagne présidentielle.

Ils sont battus

Isabelle Attard (Nouvelle Donne, éliminée au premier tour). L'ex-députée d'Europe Ecologie Les Verts, qui a quitté ce parti en 2013, n'a terminé que troisième du premier tour, et était éliminée du second. La députée était connue pour ses prises de positions sur les questions numériques ou son opposition à l'état d'urgence.

Patrick Bloche (PS, 44,1 %). Très loin de son adversaire LREM au premier tour, Patrick Bloche n'a pas réussi à combler son retard ce dimanche dans la 7^{ème} circonscription de Paris. Député de la capitale depuis 1997, il s'est notamment opposé à Hadopi, pronant l'instauration d'une licence globale.

Nathalie Kosciusko-Morizet (LR, 45,5%). Nettement devancée par un candidat de La République en Marche dans l'ancienne circonscription de François Fillon, NKM, députée de l'Essonne depuis 2002, ne retrouvera pas les travées du Palais Bourbon. Elle a notamment été secrétaire d'Etat à la Prospective et au Développement de l'économie numérique au sein du gouvernement Fillon.

Axelle Lemaire (PS, 29,9 %). En soit tout un symbole : très nettement distancée au premier tour par son adversaire d'En Marche (plus de 40 points de retard), Alexandre Holroyd, l'ex-ministre ne conservera pas son siège. Son passage au gouvernement restera marqué par sa loi pour une République numérique, la première dont le texte a été soumis à une consultation en ligne. Et par quelques couacs, comme son [accrochage avec le ministère de l'Intérieur au sujet du fichier TES](#).



Un accrochage qui avait souligné la nécessité de placer le portefeuille du numérique au plus près des arbitrages interministériels, ce que peut espérer Mounir Mahjoubi, qui dépend directement du Premier ministre.

Christian Paul (PS, 45,3 %). Le député sortant de la 2^{ème} circonscription de la Nièvre, sur les bancs de l'Assemblée nationale depuis 1997, est battu par le candidat de la République en Marche, Patrice Perrot. Figure du numérique au sein du Parti socialiste depuis le début des années 2000, il fait figure de précurseur sur le sujet au Palais Bourbon. Il est notamment l'organisateur des premières « Rencontres parlementaires pour la société de l'information et de l'Internet ».

Lionel Tardy (LR, 46,4 %). Cet informaticien de formation échoue à décrocher son troisième mandat de député dans la 2^{ème} circonscription de Haute-Savoie. A la tête d'une PME de services informatiques jusqu'en 2015 (LTI, soit Lionel Tardy Informatique), il est intervenu fréquemment sur des thématiques comme l'Open Data, la copie privée ou la simplification administrative.

Alexandre Zapolsky (La République en Marche, 48,6 %). Pourtant arrivé en tête du premier tour avec 10 points d'avance sur son rival des Républicains, Jean-Louis Masson, le patron de Linagora échoue dans la 3^{ème} circonscription du Var. Donateur d'Emmanuel Macron – il se présente comme un de ses amis –, Alexandre Zapolsky s'était aussi présenté à la présidence du Syntec Numérique en 2016 ; il avait été devancé par Godefroy de Bentzmann. 'Zapo' a été mis en cause durant la campagne par un [article](#) de *Mediapart* concernant ses techniques de management au sein de Linagora.



A lire aussi :

[Mounir Majhoubi met la main sur la DSI de l'Etat](#)

[Axelle Lemaire quitte le gouvernement et rejoint Hamon](#)

Crédit photo © Peter Dedeurwaerder – Shutterstock

<https://www.mediapart.fr/journal/france/160617/les-methodes-brutales-du-pdg-alexandre-zapolsky-candidat-irem>